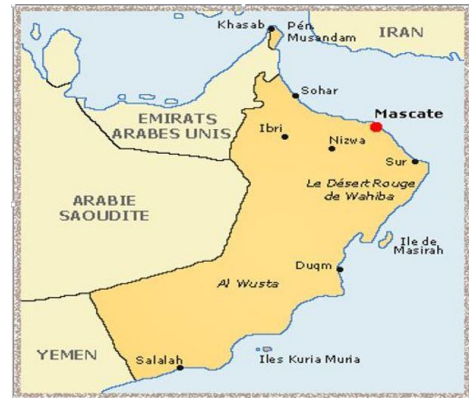


Objectif Oman

Décembre 2018



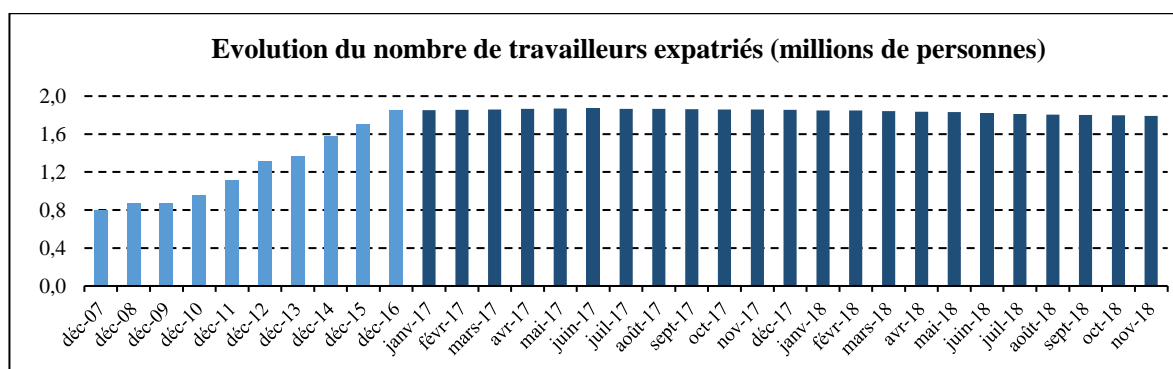
Faits saillants

- La note souveraine d'Oman attribuée par Fitch Ratings passe en catégorie spéculative à BB+
- Aérien : livraison du premier Airbus A320neo à Salam Air
- Pétrole : Oman s'engage auprès de l'OPEP+ à réduire sa production de -20 000 b/j

CLIMAT DES AFFAIRES

Poursuite de la politique d'omanisation du secteur privé malgré la montée des critiques

Le ministère du Travail a annoncé vouloir prochainement adopter un nouveau système informatique à points de validation des visas expatriés sollicités par les entreprises, afin de s'assurer d'un plus strict respect des quotas d'omanisation. Le resserrement des contraintes d'omanisation concerne un nombre croissant de secteurs (dont la construction ou l'éducation), en dépit d'une opposition de plus en plus marquée de la part d'entreprises, d'associations mais aussi d'officiels (en 1^{er} lieu le conseil d'administration de la Chambre de Commerce et d'Industrie). La politique actuelle d'omanisation s'accompagne de pressions accrues sur les entreprises pour recruter des Nationaux et d'une suspension de délivrance de visas expatriés dans 87 professions couvrant 10 secteurs d'activité ; une décision qui doit être reconduite en janvier. Alors que le ministère du Travail a récemment indiqué avoir dénombré 64 000 recrutements d'Omanais dans le secteur privé entre novembre 2017 et novembre 2018, les chiffres officiels font état sur cette période d'une création nette de seulement 12 600 emplois, suggérant un important *turnover*. Outre les difficultés intrinsèques relatives à sa mise en œuvre, la politique d'omanisation se double d'une distorsion de concurrence puisque ciblant avant tout les entreprises étrangères, les PME locales ayant été exemptées quand les conglomerats omanais parviennent toujours à contourner les quotas. Enfin, les départs de travailleurs expatriés qualifiés (-5,7 % entre octobre 2017 et octobre 2018), risquent d'affecter davantage la productivité des entreprises compte tenu des compétences souvent moindres des Nationaux et du fort écart de rémunération constaté, tout en entretenant les externalités négatives dans certains secteurs, au premier rang desquels l'immobilier.



Source : NCSI

Annonce d'un plan industriel à horizon 2040 visant à approfondir les liens entre les industries

Le ministère du Commerce et de l'Industrie a annoncé début décembre travailler à la préparation d'un plan industriel à horizon 2040. Dans les grandes lignes, le plan chercherait à resserrer les liens -à ce jour très limités- entre les industries du Sultanat, à travers trois volets dédiés. Les ressources du pays seraient en effet exploitées en aval des chaînes de production (pétrochimie, ciment, traitement des minerais, agroalimentaire...) *via* un approvisionnement effectué localement (équipements, câbles, pompes, valves, construction navale...) et un soutien technologique développé au niveau national (équipements médicaux, produits pharmaceutiques, parfums, panneaux solaire, recyclage...). Ce plan fait suite aux recommandations du FMI de développer une base industrielle exportatrice forte en vue d'accélérer la diversification économique. En effet, si le secteur des hydrocarbures ne représente aujourd'hui « que » 30 % du PIB omanais, sa forte contribution aux exportations (58,3 % en 2017) et aux recettes budgétaires (75,4 % en 2017) continue de porter très largement l'activité économique, celle-ci dépendant dans les faits du dynamisme de la dépense publique notamment à travers les salaires des agents publics, les grands projets de développement ou encore la prépondérance des entreprises publiques dans tous les secteurs d'activités. En parallèle, les gains de productivité restent très limités (sinon négatifs) du fait de la prépondérance dans l'économie non-pétrolière des services, porteurs d'une faible valeur ajoutée mais pourtant privilégiés par les conglomérats omanais pour limiter leur exposition aux risques. En résulte un faible développement du secteur des biens échangeables hors hydrocarbures, qui demeurent ainsi en large partie importés.

INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

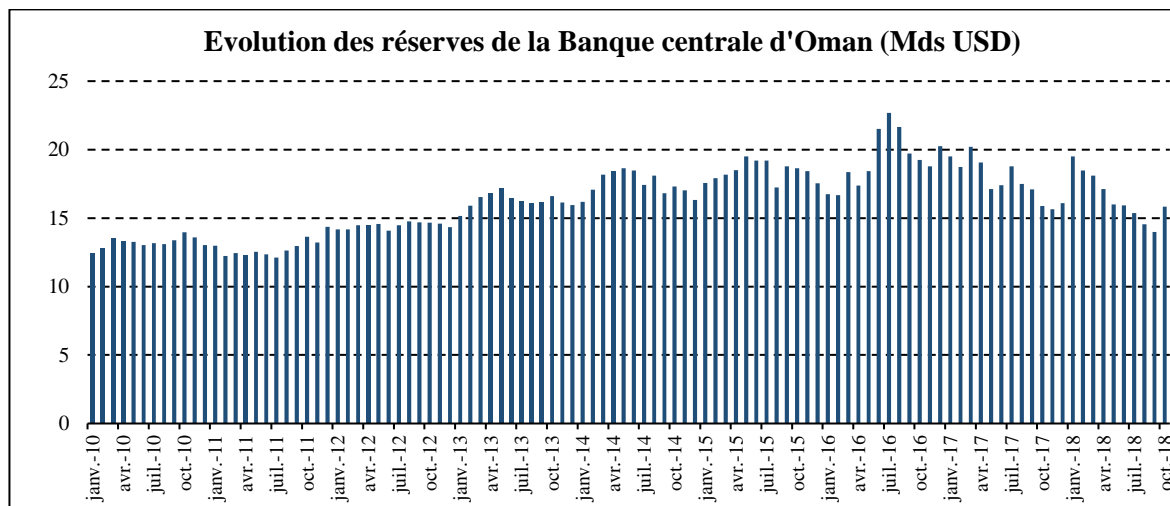
L'agence de notation Fitch Ratings fait passer la note souveraine du Sultanat en catégorie spéculative

Le 18 décembre, *Fitch* a ramené la note de la dette de long-terme en devises du Sultanat d'Oman de BBB- à BB+, assortie d'une perspective « stable ». Par voie de conséquence, la dette omanaise est désormais considérée par *Fitch* comme un placement spéculatif (« *junk* »). Si le modèle quantitatif de l'agence - agrégeant plusieurs indicateurs macroéconomiques et de développement- pouvait plaider pour un maintien à BBB-, le comité de notation a *in fine* opté pour la dégradation du fait des défaillances de la politique budgétaire actuelle. *Fitch* s'attend en effet à un déficit budgétaire de -9 % du PIB cette année et de -10 % en 2019, conséquence d'un nouvel accroissement des dépenses publiques conjugué au report des réformes fiscales pourtant annoncées (TVA, droits d'accises). Pour *Fitch*, cette situation porterait le prix d'équilibre budgétaire à 96 USD en 2018, un niveau bien plus élevé que les dernières projections du FMI (79,2 USD). De manière notable, le déficit public serait 10 % inférieur seulement aux projections du Budget en dépit d'un prix moyen du pétrole 30 % supérieur à l'hypothèse retenue (50 USD). Dans le même temps, les finances publiques resteraient très dépendantes du secteur pétrolier, une baisse du prix du baril de 5 USD entraînant une hausse *ceteris paribus*- du déficit public d'environ 2 points de PIB tandis qu'une baisse de la production nationale de 50 000 barils/j creuserait le déficit budgétaire de plus d'1 point de PIB, selon les estimations de l'agence. Sur l'hypothèse d'un prix moyen de 65 USD en 2019 et de 62,5 USD en 2020, *Fitch* s'attend à ce que le Sultanat sollicite les marchés internationaux de la dette à hauteur de 5 Mds USD en 2019 et 2020 (après 8 Mds USD en 2018). La dégradation du Sultanat en catégorie spéculative par une deuxième agence de notation (après *S&P* en mai 2017) s'est traduite par une nette hausse des *yields* omanais. Dans le sillage de sa décision, *Fitch* a ramené de BBB- à BB+ les notes des entreprises *Omantel*, *Mazoon Electricity Co.* et *Oman Electricity Transmission Co.*, assorties d'une perspective « stable ».

Les marchés financiers inquiets de la trajectoire baissière des réserves de la Banque centrale

Fin octobre dernier, les réserves extérieures de la Banque centrale d'Oman ont légèrement rebondi, à 15,8 Mds USD, conséquence de l'émission du *sukuk* d'1,5 Md USD réalisé début octobre. Fin septembre, elles avaient toutefois atteint leur point le plus bas depuis 2011 à seulement 14 Mds USD, soit moins de 5 mois de couverture des importations de biens et de services. La trajectoire rapidement baissière des réserves tend désormais à peser sur la crédibilité financière externe du Sultanat, d'autant que d'autres indicateurs du risque-pays se sont récemment détériorés, à commencer par la dette externe passée de 34,6 % du PIB fin 2014 à 80,7 % du PIB estimée fin 2018. Les causes de cette évolution restent néanmoins assez floues compte tenu du manque d'informations disponibles sur la balance des paiements. D'un côté, le déficit de

la balance courante devrait se réduire cette année d'après le FMI (de -10,8 Mds USD à -2,7 Mds USD), conséquence d'une hausse des exportations (+30,5 % à 48,1 Mds USD) plus rapide que celle des importations (+6,8 % à 37,3 Mds USD) dans le sillage de la remontée des cours du pétrole, et de la baisse *a priori* des remises de fonds induite par les départs des expatriés (-3,5 % entre novembre 2017 et novembre 2018). Dans ce contexte, la chute des réserves extérieures trouverait son origine dans la détérioration du compte financier du pays, à travers une fuite des capitaux étrangers et/ou une sortie de l'épargne domestique du pays, rendant les émissions d'obligations publiques de plus en plus indispensables et ce malgré la hausse des taux d'intérêt demandés par les marchés internationaux. Dans ce contexte, *Fitch* estime que les réserves du fonds souverain SGRF ne permettraient de couvrir -au mieux- que deux années de déficits jumeaux.



Source : Central Bank of Oman

INFORMATIONS SECTORIELLES

Aérien : livraison du premier Airbus A320neo à Salam Air

La compagnie *low-cost* du Sultanat, *Salam Air*, a reçu fin novembre son 1^{er} *Airbus A320neo* -nommé pour l'occasion *Wadi Shab*- avant sa mise en service mi-décembre. Cette livraison s'inscrit dans le cadre de la commande de 6 appareils passée en juillet dernier. Si ce premier appareil a été directement acquis auprès de l'avionneur européen -ce que les chiffres 2018 du commerce bilatéral France / Oman devraient refléter- les 5 autres *A320neo* seront fournis en *leasing*, livrés *a priori* au cours du 1^{er} trimestre 2019. La livraison des appareils participe de la stratégie de la compagnie, créée il y a 18 mois par le fonds *ASAAS (Muscat National Development and Investment Co)* avec le soutien des autorités, visant à conquérir rapidement des parts de marché via l'ouverture de nombreuses destinations. *Salam Air*, qui dessert d'ores et déjà 16 destinations essentiellement situées dans la péninsule arabique, entend densifier son réseau pour afficher une soixantaine de liaisons d'ici 5 ans. A ce jour, *Salam Air* a transporté près d'un million de passagers.



Construction : réflexions sur l'omanisation des emplois dans un contexte de contraction du secteur

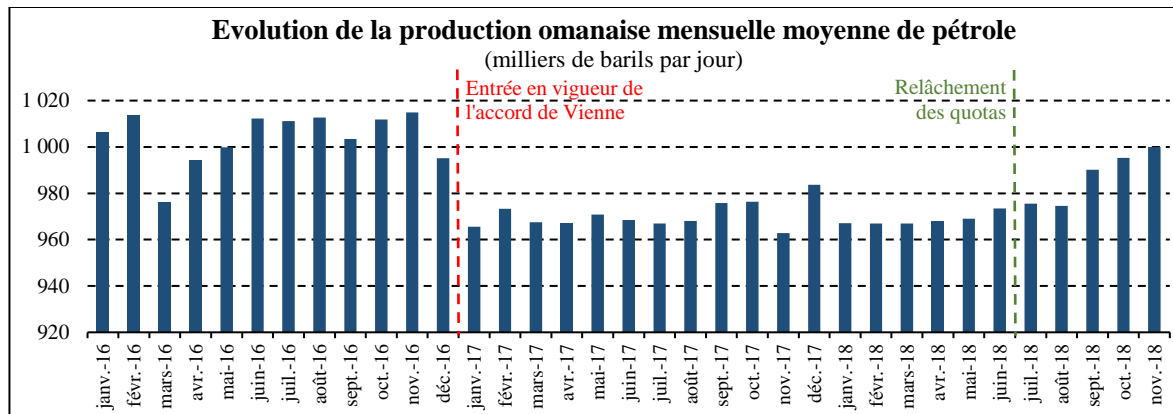
Le ministère du Travail a annoncé fin novembre avoir étendu la suspension de la délivrance de visas de travail au secteur de la construction. Celui-ci fait face depuis plus d'un an à une forte baisse d'activité, conséquence du ralentissement des commandes publiques dans un contexte budgétaire restreint, et, dans une moindre mesure, de l'atonie du marché de l'immobilier, pénalisé, entre autres, par les départs d'expatriés. La contribution du secteur au PIB s'est repliée de -2,1 % en valeur entre le 1^{er} semestre 2017 et le 1^{er} semestre 2018. Le taux d'omanisation des entreprises de la construction est le plus bas parmi tous les secteurs (<10 %), reflet de la faible appétence des Omanais à travailler dans une filière aux conditions de travail difficiles et aux rémunérations peu attractives. De fait, l'objectif de 15 % d'omanisation fixé pour le secteur d'ici 2020 par le programme national d'accélération de la diversification *Tanfeedh* est d'ores et déjà hors d'atteinte et apparaît même irréaliste en l'absence d'importants efforts de formation des Nationaux à des fonctions d'ingénieurs, d'autant que les quotas sont régulièrement contournés par des sociétés non-enregistrées. Fin octobre, moins de 60 000 Omanais travaillaient ainsi dans le secteur. Signe d'une crise profonde, le nombre d'employés expatriés dans la construction s'est contracté de -9,2 % entre octobre 2017 et octobre 2018 (soit 58 265 destructions nettes d'emplois).

Ciment : Oman Cement Company confirme son projet de cimenterie à Duqm d'un coût de 212 M USD

Oman Cement Company, l'entreprise omanaise de ciment majoritairement détenue par le fonds souverain *Oman Investment Fund (OIF)*, a officiellement validé le projet de cimenterie à Duqm, d'un coût global estimé à 212 M USD pour une capacité de production de 1,75 M tonnes / an. *Oman Cement Company*, qui avait à l'origine envisagé de développer la cimenterie avec son concurrent local *Raysut Cement Company*, devrait *in fine* porter seul le projet. Celui-ci s'inscrit dans la stratégie sectorielle du Sultanat formulée par le programme national d'accélération de la diversification *Tanfeedh*, visant à répondre à la forte croissance attendue de la demande intérieure à l'égard du ciment (+14,3 % / an en moyenne) et substituer une partie des importations issues des Emirats arabes unis -qui comptent pour près de 50 % des 10 millions de tonnes consommées annuellement- en tirant davantage profit de la richesse du sous-sol omanais en matières premières (gypse, calcaire). Outre le projet mentionné, *Tanfeedh* envisage la construction de 4 nouvelles usines à Duqm (capacité cumulée de 3 M tonnes / an) et d'une unité à Sohar (capacité d'1 M tonnes / an). Leader du marché omanais, *Raysut Cement Company* se concentre de son côté sur ses projets d'expansion en Afrique, notamment *via* l'acquisition d'une cimenterie au Kenya (pour 100 M USD) ou des projets dans la Corne de l'Afrique (Somalie, Somaliland, Djibouti) et dans la région des Grands Lacs (Ouganda).

Pétrole : Oman s'engage auprès de l'OPEP+ à réduire sa production de -2 % (soit 20 000 b/j)

L'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) -dont Oman ne fait pas partie- a annoncé début décembre un objectif de réduction de la production pétrolière de ses pays membres de 800 000 barils / jours (b/j), ainsi qu'une diminution parallèle de la production des pays associés (Russie, Kazakhstan, Soudan, Mexique, Oman...) de 400 000 b/j à compter de janvier 2019. Cette décision constitue la réponse de « l'OPEP+ » à la chute des cours du pétrole de -30 % entre début octobre et début décembre suite à la décision du Trésor américain d'exempter de sanctions -temporairement- la majorité de la production iranienne, alors que plusieurs signaux de ralentissement de la demande mondiale sont apparus dans la période récente. Contrairement aux accords de Vienne de novembre 2016, aucun quota par pays n'a été dévoilé, limitant de fait la crédibilité des réductions annoncées. D'après *Reuters*, le Sultanat d'Oman, petit producteur de pétrole à l'échelle mondiale, aurait consenti à un effort de réduction de -2 % de sa production pour 6 mois à compter de janvier. Alors que celle-ci a atteint 1 million b/j en novembre, la réduction représenterait donc près de 20 000 b/j seulement -un niveau très inférieur aux précédents quotas de 45 000 b/j- correspondant à une production totale toujours supérieure à sa moyenne de 2017 et 2018. De manière générale, l'OPEP+ semble vouloir conserver des marges de manœuvres compte tenu des incertitudes sur l'offre à court terme dans plusieurs pays producteurs (Iran, Libye, Venezuela, mais aussi Canada et Etats-Unis). Dans cette optique, il paraît très peu probable que les prix actuels du pétrole parviennent à dépasser le seuil permettant au Sultanat d'équilibrer ses comptes public et courant. De plus, l'incertitude pesant sur les cours du pétrole empêche la définition d'un cadre budgétaire stable permettant une bonne mise en œuvre des réformes du Sultanat en matière de diversification des recettes fiscales (TVA, droits d'accises).



Source : NCSI

Pétrole : Total E&P cède ses 2 % de parts directement détenues dans le bloc 53 au suédois Tethys

Le groupe suédois *Tethys Oil* a annoncé fin décembre avoir trouvé un accord avec *Total E&P* pour racheter les 2 % directement détenus jusqu'alors par le groupe français dans la *joint-venture* opérant le bloc 53 d'huile lourde produite à partir d'injection de vapeur, aux côtés d'*Oxy* (majoritaire avec 45 % des parts), *Oman Oil Co* (20 %), *Shell* (17 %), *Liwa* (filiale du groupe émirien *Mubadala*, 15 %) et *Partex* (1 %). D'après le communiqué de presse publié par *Tethys*, la transaction, effective au 1er janvier 2018, se serait faite au prix de 32 M USD. Le bloc 53 correspond au champ *onshore* de Mukhaizna, situé au centre du pays, assurant une production journalière de 120 000 barils. La cession doit encore être validée par les autorités et acceptées par les autres partenaires. *Tethys* est présent en Oman depuis 2007.

Solaire : annonce de nouveaux projets de centrales solaires portées par le secteur privé

Le groupe pétrolier américain *Oxy* a récemment signé un accord d'entente avec la société américaine *GlassPoint* pour construire une usine solaire thermique de plus de 2 GW destinée à alimenter en énergie le champ de Mukhaizna. Il s'agirait du 2^{ème} projet de *GlassPoint* au Sultanat, après l'usine solaire thermique de Miraah (1 GW), en cours de construction pour le compte de *PDO* dans le cadre de la récupération assistée du pétrole (EOR) sur le bloc 6. 2^{ème} producteur de pétrole omanais après *PDO*, avec 210 000 b/j, *Oxy* a renforcé dernièrement sa présence au Sultanat via l'attribution de trois nouveaux blocs d'exploration-production (blocs 65, 51 et 72) dont l'huile lourde serait extraite de façon non-conventionnelle, à l'instar des puits texans du bassin permien d'où proviennent les nouvelles ressources américaines en *shale oil* et où *Oxy* dispose d'une expérience certaine. En parallèle, *Sohar Port & Freezone*, en charge de la gestion et du développement du port de Sohar et de la zone spéciale adjacente, a annoncé vouloir y établir une centrale photovoltaïque d'une capacité de 1 GW pour répondre à ses propres besoins en énergie liés au développement industriel attendu ces prochaines années. Le projet serait développé sous la forme d'un contrat *Independent Power Producer (IPP)*, à l'instar de la plupart des centrales d'électricité et de dessalement d'eau du pays. Ces annonces s'inscrivent dans la nouvelle stratégie du pays visant à contenir la consommation domestique en gaz, afin de soutenir le développement de nouveaux projets industriels et rehausser à moyen terme les exportations de GNL. A noter également que *PDO* s'intéresse aux projets *solar-to-hydrogène* pour des applications dans la pétrochimie et la récupération assistée du pétrole.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique de Mascate.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Economique de Mascate

Rédigé par : Louis Mangenot, Gilles Bordes

Revu par : Gilles Bordes
Chef du Service Economique de Mascate

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/OM>